

des services de transport convenables à toutes les localités et de l'aider à devenir une société d'État viable et ultérieurement rentable.

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant terminée. Je donne la parole au député de Lotbinière pour poursuivre le débat.

[Français]

M. Maurice Tremblay (Lotbinière): Monsieur le Président, je tiens moi aussi à ajouter ma voix, non pas tellement pour faire écho aux nombreux arguments qui ont été soulevés, tantôt pour appuyer la politique budgétaire, tantôt pour la décrier, mais simplement pour mettre en perspective ces mesures économiques qui, au fond, monsieur le Président, peu importe de quel côté de la Chambre on se situe, ont été mises de l'avant pour le plus grand bien des Canadiens et des Canadiennes.

En 1984, monsieur le Président, lorsque le parti progressiste conservateur a pris le pouvoir, la situation économique du Canada venait de connaître sa crise la plus aiguë de son histoire, compte tenu des moyens ou des leviers économiques qu'il avait acquis et développés à ce moment.

Un taux de chômage catastrophique, des taux d'intérêt dont la seule pensée d'imaginer qu'ils peuvent à nouveau être atteints, font frémir. Un taux d'endettement qui dépasse toute imagination.

En effet, monsieur le Président, depuis la Confédération, jusqu'à son Centenaire, imaginez, le Canada tout en construisant un chemin de fer d'un océan à l'autre, en traversant deux guerres mondiales, en maintenant une armée outre-mer avec ses alliés, en participant massivement à l'aide financière aux pays en voie de développement, en se dotant de programmes sociaux qui font l'envie des autres pays industrialisés. Malgré tous ces bienfaits, monsieur le Président, et les coûts qu'il a fallu payer pour les obtenir ou les acquérir, le Canada avait, à ce moment-là, une dette de moins de 2 dizaines de milliards de dollars, moins de 5c. d'impôt sur le dollar était consacré au remboursement de l'intérêt de la dette à ce moment-là, soit 100 ans après la Confédération.

Monsieur le Président, le Canada à cette époque avait une crédibilité, une réputation telle que le monde entier n'avait pas hésité un seul instant à faire de ce pays le lieu de rassemblement de tous les hommes et les femmes de cette terre, à Terre des hommes, à Montréal, lors de l'Exposition Universelle, en 1967, Centenaire de notre Confédération.

Une nouvelle ère, monsieur le Président, s'annonçait à ce moment-là. La prospérité n'avait même pas encore atteint son paroxysme.

Bien sûr, un nouveau leader en plus se présentait, et vous vous en rappelerez, monsieur le Président, avec un

Le budget—M. Tremblay (Lotbinière)

slogan tout frais, tout neuf: La société juste! C'était cela le défi de continuité que nous avions à ce moment-là. Le parti libéral nageait dans l'euphorie. Il n'y avait rien de trop beau.

Monsieur le Président, les premières années après 1967, celles qui ont suivi, n'ont rien donné de particulier sinon de fournir au parti libéral quelques occasions de montrer son habileté à gouverner le pays lors de la naissance du séparatisme au Québec et lors de la crise énergétique du pétrole qui secouait le monde industrialisé aux premières années du gouvernement libéral de M. Trudeau, à ce moment-là.

Monsieur le Président, déjà à cette époque, il était clair que le parti libéral n'allait pas s'en faire imposer pour si peu. Fort de son passé au cours des cent dernières années, il se devait de surmonter ce qui pouvait sembler les soubresauts de quelques intellectuels en mal de popularité. Rapidement, l'arrogance se manifesta, cristallisant ainsi la montée du nationalisme québécois qui aboutit presque, monsieur le Président, à la séparation du pays lors du référendum de 1980. Ce qui allait être vrai sur le plan de la Constitution allait être également vrai sur le plan de l'économie. Ayant très mal réagi lors de la première crise pétrolière, le gouvernement de l'époque allait récidiver lors de la seconde, de sorte que dans l'espace, non pas de 100 ans, monsieur le Président, mais de 10 ans, soit de 1974 à 1984, la dette du pays allait se multiplier à un rythme effarant pour atteindre tout près des 200 milliards de dollars. Le taux d'inflation manifestait clairement que le gouvernement de l'époque avait perdu le contrôle de son économie; on a subi un taux de chômage encore jamais vu, jamais atteint dans toute l'histoire du Canada, des taux d'intérêt si élevés que même les ordinateurs avaient peine à contenir leur étonnement! C'est cela l'héritage du parti libéral!

Au cours de ces 10 années, monsieur le Président, de 1974 à 1984, le gouvernement libéral s'est littéralement acharné à détruire—et je pèse mes mots—ce qui avait été construit par nos ancêtres au cours des 110 années précédentes. Pendant ces 10 années, nous avons connu les querelles entre Ottawa et les provinces—vous vous les rappelez, monsieur le Président—au point que le Québec lui-même a failli quitter la Confédération. Nous avons connu une détérioration du climat politique international, d'abord avec la France qui a coupé la plupart de ses relations économiques avec le Canada. Et de par le leadership que la France exerce au sein de l'Europe, ce malaise avec la France a entraîné un ralentissement généralisé des investissements européens en général.

Sur le plan militaire, nous avons connu une stagnation qui nous a valu un recul important face à nos engagements envers nos alliés de l'Alliance Trans-Atlantique Nord, l'OTAN, monsieur le Président, de sorte qu'aujourd'hui l'effort pour combler ce rattrapage est devenu colossal, voire quasi impossible.